

La voix de l'opposition de gauche

Le 25 décembre 2017

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf](#)

On se détend quelques instants.

Je ne sais pas qui est le plus allumé des trois entre Selvi (ma compagne) et sa soeur Adi (ma demi-compagne!) et moi. C'est vendredi qu'on a réveillé car je croyais qu'on était le 24 ! Je deviens vieux ou je suis distrait.

C'est ce matin à 10h que je m'en suis aperçu en passant la souris sur l'heure à l'écran de l'ordinateur lorsque la date s'est affichée, lundi 25 décembre, elle est bien bonne celle-là ! Juste avant son frère m'avait souhaité un bon Noël et en moi-même je m'étais dit qu'il avait un jour de retard, en fait c'est moi qui avais un jour d'avance, comme quoi j'ai rompu avec plus de conventions que ce que je pensais, et le passage à la nouvelle année ne signifie rien. En attendant cela a bien fait marrer Selvi. Entre nous, cela montre aussi que si je fais une connerie, je ne peux pas compter sur elles pour me reprendre, sur personne en fait.

Ce n'est pas la première fois que je confond les jours, parce que je n'ai aucune contrainte quotidienne ou presque, et puis maintenant que Selvi est également à la retraite les jours qui passent se ressemblent tous, comme me disait Selvi hier soir en rigolant, c'est tous les jours dimanche, ce qui témoigne que nous ne sommes pas les plus à plaindre ou que nous ne sommes pas d'humeur maussade, il vaut mieux entre nous.

J'ai fait cadeau de 14 jupons à Selvi et Adi, ceux de Selvi étaient en lambeaux ou complètement délavés, elle n'en avait que 3 ou 4 chacune, alors qu'elles en changent tous les jours, elles mettaient ceux de leurs filles qui elles aussi ne portent que le sari et n'ont pas cédé à la mode occidentale, où les femmes se complaisent dans des sacs faisant ressortir leurs formes pour le moins peu gracieuses, vaut mieux encore les laisser à l'air libre, on a envie de dire : Que diable, laissez-les vivre ! 14 jupons pour qu'ils soient assortis à leurs saris, elles y tiennent, elles sont coquettes. A Pongal, c'est vers le 12 janvier, la plus grande fête nationale du sud de l'Inde, je leur achèterai quelques saris.

Les voir heureuses me ravit, tout le plaisir est pour moi et je n'ai pas besoin de davantage, d'ailleurs je ne me suis rien acheté et mes vieilles fringues me conviennent très bien. Selvi aurait pu avoir envie de me faire un cadeau, je n'en sais rien, sa bonne humeur et son sourire me comblent. C'est moi qui tiens la bourse, et vaut mieux avec une femme aussi vulnérable. J'ai bien des faiblesses aussi, mais en terme de budget et d'organisation, je suis le champion, je déconne, mais en attendant en partant de peu et en prenant énormément de risques, j'ai toujours réussi à m'en sortir, honorablement j'entends, cela va de soi.

Ce matin j'ai donc failli partir en ville pour continuer à rassembler les documents qui sont nécessaires pour obtenir mon nouveau visa. En fait, mon visa valable 15 ans et qui devait être actualisé tous les 5 ans, puis renouveler à terme, n'existe plus, il a été remplacé par un visa à vie qui va m'assurer pour ainsi dire la double nationalité, mais sans droit de vote. En attendant je dois finaliser mon dossier. Evidemment ils me demandent encore un tas de documents que je n'ai pas, mais qu'ils possèdent depuis 20 ans, sauf un seul ! L'administration indienne n'a pas pour rien la

réputation d'être l'une des pires bureaucraties du monde. Ils m'ont demandé de tout envoyer par Internet, et à peine avaient-ils reçu quelques documents qu'ils me demandaient de les envoyer également par la poste !

Puisqu'il est question de premier et de second degrés dans cette causerie, je préfère encore la compagnie de l'idiot qui se marre de bon cœur sans savoir toujours pourquoi, plutôt que le rire d'un hypocrite plus évolué qui n'en pense pas moins. En matière d'aphorisme ou de formule, je vous ai dégotté un truc formidable qu'on va conserver, cela vient d'un avocat : "Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable", les intéressés se reconnaîtront aisément, y compris dans nos rangs, belle formule (lire plus loin l'article), c'est bien tourné et si juste, on va l'adopter. Elle va choquer les esprits faibles, c'est fait pour.

A un moment donné il faut dire les choses telles qu'elles sont, à défaut de les dire ainsi en toute occasion.

En dictature. Où règne-t-il une "hystérie ambiante de censure"? En France, pardi !

Dorénavant la société française est placée sous "la tyrannie du politiquement correct", qui impose à chacun de rire ou de pleurer sur commande ou quand on vous en donne le signal, l'autorisation. Comment cela est-ce possible ?

En étant ignorant ou inconscient de vivre sous la dictature d'une classe quel que soit la forme du régime ou le gouvernement en place, chacun a forcément intégré à des degrés divers les rapports qui sont à l'origine de cette société et que les différentes représentations idéologiques s'emploient à reproduire ou à entretenir pour le compte de la classe dominante, de sorte que chacun a été formaté au cours de sa jeunesse pour être susceptible d'adopter certains préjugés ou certaines idées qui correspondaient à un moment donné à la fois à l'état du capitalisme et de la lutte des classes. Mais étant donné que cet état était appelé à évoluer dans un sens ou un autre, les représentants de cette classe peuvent en arriver à décréter arbitrairement que ces préjugés ou ces idées sont dépassés, en allant même jusqu'à les dénoncer et les condamner, sans que le peuple comprenne pourquoi ce qui était communément admis hier est dorénavant cloué au pilori, pourquoi il devrait détester aujourd'hui ce qu'il avait aimé hier, pourquoi il devrait rejeter de nos jours ce qu'on avait exigé qu'il adopte hier, sans qu'à ses yeux rien ne le justifie puisque sa situation est demeurée inchangée.

Et c'est là qu'il commet une grave erreur, car si sa situation d'exploité et d'opprimé n'a pas été modifiée, en revanche celle du capitalisme a évolué ainsi que les rapports entre les classes, en sens inverse, le capitalisme étant en proie à une crise qui atteint ses fondements et menace son existence, tandis que l'oligarchie concentre tous les pouvoirs où n'a jamais été aussi puissante.

Il lui faut donc user de ce pouvoir pour empêcher qu'une issue à la crise du capitalisme qui serait favorable aux exploités ne voie le jour, d'où les efforts désespérés qu'elle déploie pour que toutes les couches des exploités s'affrontent entre elles au lieu de s'unir pour combattre le régime en place et le renverser.

Et l'un des moyens les plus efficaces qu'elle a trouvé, consiste à s'attaquer à tous les préjugés et à toutes les idées, à tous les rapports que les classes dominantes successives avaient inculqués au peuple, de sorte qu'il se déchire et soit en proie à une confusion (politique) inextricable pendant qu'elle applique son programme antisociale et s'attaque à tous nos droits politiques.

En déplaçant le problème du terrain de la lutte des classe à celui de la morale, elle ne fait rien d'autre que s'arroger le droit des despotes d'être à la fois juge et partie de ce que le peuple doit penser, comment il doit penser et se comporter en toutes circonstances, en sanctionnant ou en réprimant dorénavant tout écart, en multipliant les appels à la délation pour juger et condamner les

contrevenants, au nom de la morale qui s'applique à tous les rapports, sauf aux rapports sociaux de production d'où elle détient son pouvoir exorbitant, dictatorial, les inégalités monstrueuses et les injustices criminelles qu'elle impose quotidiennement aux exploités constituent bien un recours illégitime à la violence contre des victimes innocentes, mais ils ne font pas partie du champ où s'exerce sa morale, pourquoi, mais parce que c'est une morale de classe destinée à réprimer toutes les autres classes !

En fait, c'est l'évolution de la civilisation humaine grâce à la lutte de classe des exploités et des opprimés à l'échelle mondiale, qui a conduit la société à condamner toute forme de discrimination, hormis ceux entre dominants et dominés, la xénophobie, le racisme, l'homophobie, le sexisme, etc. selon le principe que tous les exploités ou opprimés du monde appartiennent à la même classe sociale quels que soient leur origine, la couleur de leur peau, leurs croyances, leur penchant sexuel, l'internationale prolétarienne ne reconnaît aucune discrimination hormis celle de classe.

Maintenant on conçoit très bien que le capitalisme ne pouvait pas se développer en excluant tous ceux qui n'entraient pas dans ces normes ou trier la force de travail en fonction des critères énumérés précédemment, il en serait encore au cheval vapeur ! Hier ses représentants vomissaient l'homosexualité, tandis que bien des capitalistes ou oligarques étaient homosexuels. Cette discrimination était donc destinée au peuple, car entre eux ils n'en tenaient pas compte, ce qui signifiait qu'ils pouvaient en changer du jour au lendemain en fonction de leurs besoins.

Autrement dit, que les homosexuels soient l'objet de discrimination ou de violence, ils s'en foutent complètement, et c'est la même chose pour les immigrés, les femmes ou n'importe quelle autre catégorie de la population, hormis les patrons ou les capitalistes répétons-le. A l'arrivée, aucun chef d'Etat ou ministre n'a jamais oeuvré contre ces discriminations, ils les ont uniquement instrumentalisées pour atteindre des objectifs économiques ou politiques, jamais ils n'ont oeuvré au progrès social, dans aucun domaine, hormis sous la contrainte ou parce que cela servait les intérêts des capitalistes.

Et c'est valable pour une multitude de choses qu'ils ont été interdites ou permises successivement, dont ils ont banni puis encouragé la consommation, la cigarette, l'alcool, la drogue, la pornographie, et même la viande, la charcuterie, le sucre, etc. même le pain, ce qui signifie que la morale à laquelle ils se réfèrent n'est qu'un faux prétexte pour camoufler leurs véritables intentions inavouables. C'est comme les rapports qu'ils entretiennent avec les différents Etats : seuls les intérêts de la classe des capitalistes les guident, telle est leur véritable morale, leur conception de l'humanisme et de la démocratie ou leur négation. A partir de ce constat, nous ne leur accordons aucune vertu, aucune qualité, aucune légitimité.

Leurs médias ont vraiment besoin de corriger l'image détestable qu'ils ont donné lors de la campagne présidentielle, qui a causé des dégâts considérables parmi les classes moyennes, car un ouvrier ou une employée ne lit pas Le Point.

- « L'insanité du monde se retourne contre le rire » par Jérémie Assous - Le Point.fr

Jérémie Assous est un avocat spécialiste en droit du travail et droit social. Il est l'avocat de l'humoriste et animateur Tex.

Extrait.

TRIBUNE. L'avocat de l'humoriste Tex, écarté de France 2 pour une blague, s'inquiète de la censure grandissante qui sévit partout dans l'espace public.

« Peut-on rire de tout ? » aiment à se demander ceux qui ne veulent rire de rien lorsqu'ils font mine de débattre d'une question qu'ils ont déjà tranchée. Il n'a évidemment jamais été question de rire de tout. Bientôt, on ne pourra plus rire de rien. Longtemps, les humoristes se sont attachés, en repoussant les limites de leur liberté, à étendre le champ de notre liberté. Ils se sont acharnés à mettre au jour le mensonge social, en commençant par ne pas prendre ce monde au sérieux. Et ce monde leur a souvent fait payer cher d'avoir mis à bas ce sérieux qui lui tient lieu de vertu.

Faire rire, c'est retirer au monde le masque de sérieux qui lui tient lieu de vertu : c'est fissurer la gravité de façade qui dissimule à la société ses possibilités véritables. Ainsi ont œuvré en leur temps Lenny Bruce, Coluche et Pierre Desproges, et bien d'autres d'un talent moindre, dont on peut dire, avec Karl Kraus, que « leur rire a été le régulateur de l'insanité du monde ». Il semble aujourd'hui que l'insanité du monde se retourne contre le rire qui la révèle et la régule mieux que toute théorie critique. (Le rire la révèle, la révolution y met fin. - LVOG)

Ces censeurs religieusement consacrés à la prohibition de ce qui pourrait déplaire

Il est chaque jour plus difficile de tourner en dérision les interdits, de blasphémer à tort et à travers, de choquer celui dont on se moque et de se moquer de celui que l'on a choqué. Chacun sait que le meilleur des rires, le plus libérateur, intervient quand il ne faudrait pas. Il résonne alors comme l'éternel retour d'une liberté refoulée. À tous ceux qui prétendent avoir le dernier mot, le comique répond par la surenchère folle d'un éclat de rire. C'est ce que lui interdit aujourd'hui une nouvelle caste de censeurs religieusement consacrés à la prohibition de ce qui pourrait déplaire.

Ils forment la garde prétorienne de la morale la plus archaïque curieusement appelée progressisme.

Ils sont les promoteurs du vivre ensemble et les empêcheurs de vivre tout court.

Ils s'offusquent de ce qui se dit à l'exacte mesure dont ils s'accommodent de ce qui existe. En cela, leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Ils aimeraient que l'on rie comme on est Charlie : par servilité, et non par liberté.

Ils sont responsables politiques ou associatifs, unis dans la médiocrité de leurs esprits et l'aridité de leurs cœurs. Ils s'expriment sur Twitter en autant de signes que leur cerveau peut recenser de mots.

Marlène Schiappa en particulier ne craint pas, à quelques jours d'écart, de condamner un bateleur pour une blague d'estrade et d'encenser un concours de beauté qui interdit à ses candidates d'exprimer le moindre point de vue politique – devenant ainsi l'incarnation de ce qu'elle fait profession de détester : la censure d'une part, la réification de la femme, d'autre part.

Ils parlent en notre nom mais ne représentent qu'eux-mêmes et souvent d'une façon déplorable.

Ils condamnent au premier degré l'humoriste qui a le malheur d'en avoir un second.

Ils essaient de sabrer toute liberté qui excède la leur – c'est-à-dire des millions de libertés.

Ils ont décidé de faire de Tex leur prochaine victime. Avant d'autres. Avant chacun d'entre nous. Le Point.fr 21.12

On a le droit d'en rire, en pensant que tous ce que cet avocat a écrit vaut pour Le Point, sans qu'il s'en offusque, ils osent tout.

Quelques commentaires d'internautes (abonnés au Point il faut le préciser).

1- "Ce n'est peut-être pas pour leur mauvais goût qu'il eut fallu virer Tex & Co. Mais plutôt pour l'indigence du contenu. Et à ce compte, Delahousse peut également faire ses valises pour offense à l'intelligence."

LVOG - A la dignité vous vouliez dire.

2- "Nous avons surtout un problème de cohérence : on admet qu'on puisse violer des petites filles et qu'on se livre à des chantages odieux envers une jeune fille, et on s'offusque d'une blague douteuse qu'on condamne lourdement. Que veut-on ?"

LVOG - Quand un régime de terreur règne, plus personne n'ose s'exprimer...

3- "Moi je vois dans cette affaire comme la trahison des médias. Cette manière de monter en épingle de petits événements sans gravités pour leur donner un retentissement national prend des tournures tragiques et trahit le devoir d'informer et la liberté d'expression en l'a dévoyant."

La presse n'a pas à être à la traîne des rumeurs qui courent sur Internet et se laisser manipuler par tous les groupuscules féministes, lesbiens, noirs, anarchistes qui ne représentent rien et sont responsables de rien devant personne.

Text n'est pas Weinstein. Un groupuscule féministe qui regarde des mauvaises émissions se plaint par les médias, la ministre se fait le porte-parole et Delphine Herrnot le met à la porte sans autre forme de procès. C'est du maccarthysme..."

LVOG - Vous n'y êtes pas, c'est "la presse", donc l'oligarchie qui manipule "tous ces groupuscules"... 4- "Quand je lis ces commentaires, je me dis enfin que c'est réconfortant de savoir qu'il y a quelque part des citoyens qui se révoltent devant ces atteintes de plus en plus virulentes de la liberté, de penser, de rire, et d'aller et venir comme on le veut ! J'espère que ces nouveaux censeurs disparaîtront avec leur rectitude morale digne d'une certaine inquisition. Merci à tous, car je pensais être seul !"

LVOG - L'ennemi est aux abois et ses porte-parole aboient !

5- "Merci pour cet article et pour ces commentaires ! Ça tient chaud de savoir qu'il survit encore quelques résistants à l'hystérie ambiante de censure. Ne serait-ce pas une résultante de l'inculture généralisée qui fait que le second degré n'est plus compris ? Pour ma part, j'avoue l'avoir abandonné depuis quelques années après moult déconvenues, mais je vais m'y remettre, à mon modeste niveau, rien que pour les em... Rder..."

LVOG - La plupart de mes lecteurs (ex-lecteurs) aussi prennent tout ce que j'écris au premier degrés, sauf que mon second degrés n'est pas vulgaire, il est radical ou il va au fond des choses, l'air de rien. Ce qui est vulgaire, c'est de tromper ses lecteurs.

6- "Chacun a son approche de l'humour. D'aucun l'aime graveleux à la Bigard, d'autres fins et cultivés à la Raymond Devos. Tex a un petit talent à mon humble avis mais il a le droit de l'exprimer. Reçu dans une émission de C8 l'antre d'Hanouna à quoi pouvait on s'attendre ? Mais qu'importe cette sortie ne mérite pas une telle sanction, la ficelle est un peu grosse. Mme Ernotte fait le ménage et rares sont ceux qui réagissent à cette censure d'Etat. Coluche et Desproges seraient en tôle ou à tout le moins interdit d'antenne !"

LVOG - Pour que la dictature de la ploutocratie s'installe durablement, tout ce qui tranche avec le formalisme doit disparaître... L'humour est condamné puisque voué au crétinisme !

7- "... Qui l'a dit : On peut rire de tout... Mais pas avec n'importe qui ! c'est vraiment de circonstance... Il faut pas parler aux cons ça les instruit."

LVOG - Les cons osent tout et c'est à cela qu'on les reconnaît, cela vaut pour ceux qui nous prennent pour des cons, leur existence seule est une insulte à l'espèce humaine. Dont Le Point, invité du Club Bilderberg et magazine fétiche de BHL.

8- "Cet excellent article conforte le sentiment d'inquiétude qui grandit chez toute personne normalement équilibrée... Nous sommes submergés d'interdictions, dans tous les domaines, et les dictats de quelques hystériques font office de loi. Il sera bientôt interdit de rire, pour quoi que ce soit, ce qui nous mène droit vers le climat voulu par Daesh et ses sbires..."

LVOG - Pourquoi croyez-vous qu'ils l'ont financé et armé s'ils ne partageaient pas leur idéologie digne de l'inquisition ?

9- "La morale conduit à l'explosion de violence ! Quand ces "prudes" moralisent, ils enclenchent les mécanismes du rejet et de la violence ! Et que sont ces polémistes de métier hypocrites et bien-pensants qui font la leçon aux autres ! Des "grenouilles de bénitier" (terme générique) comme on les appelaient avant ! Qui compensent la faiblesse de leur esprit par l'intransigeance !"

LVOG - La médiocrité de leur pensée par l'intolérance.

10- "Bravo pour cette tribune, et "à bas" les rois de l'indignation sélective, CSA en tête, dont les rodomontades liberticides ne servent qu'à justifier sa consternante et très coûteuse existence. "

11- "La censure existe de plus en plus... Partout y compris dans les médias par autocensure..."

LVOG - C'est la plus redoutable, la plus efficace car elle est indétectable, elle ne laisse pas de traces...

Ils ont de la suite dans les idées, nous aussi... et cela vaut mieux !

Causerie du 10 décembre.

- Argentine: Cristina Kirchner visée par un mandat d'arrêt pour trahison - AFP

L'horizon judiciaire de l'ancienne présidente argentine Cristina Kirchner s'assombrit: un juge a demandé jeudi son arrestation pour entrave à l'enquête au profit de l'Iran sur l'attentat contre une mutuelle juive qui avait fait 85 morts en 1994. AFP 07 décembre 2017

Voici les médias nationaux qui avaient relayé cette info sans émettre le moindre commentaire (liste non exhaustive).

Google - Le Monde, Le Figaro, Liberation, 20minutes, La Croix, Nouvelobs, Le Point, L'Express, Challenges, Courrier International, BFMTV, France24, Europe1, RTL, Boursorama, Capital, Arte, Medias24, i24news, MSN, Yahoo, etc.

Info largement reprise par les médias de province :

Google - Corse Matin, Le Télégramme, lanouvellerepublique.fr, larepubliquedespyrenees.fr, laprovence.com, lorientjour.com, lemainelibre, lagazettedenimes, lagazettedemontpellier.fr, etc.

Info relayée en Suisse et en Belgique notamment :

Google - laliberte.ch, rtbf.be, dhnet.be, lalibre.be, 7sur7.be, etc.

Et ailleurs :

Google - timesofisrael.com, africatime.com, etc.

Parmi tous ces médias un seul a publié un article le 20 décembre confirmant ce que vous lirez plus loin dans celui du Réseau Voltaire, la Lalibre.be :

Lalibre.be - La semaine dernière, Mme Kirchner et M. Timerman ont porté plainte contre le juge Bonadio devant le Conseil de la Magistrature (devant lequel il est déjà le second juge le plus dénoncé pour irrégularités) pour avoir "omis" des éléments à décharge, "manipulé" les faits et utilisé le droit à "des objectifs de persécution politique".

Parmi les éléments à décharge omis par le juge Bonadio figure une déclaration de l'ex-secrétaire général d'Interpol (2000-2014), Ronald Noble, selon qui il est faux de dire, comme le fait le juge Bonadio, que les notices rouges d'Interpol contre les Iraniens accusés par la justice argentine ont été levées à la suite d'une demande de Buenos Aires ou qu'elles ont été affectées par le "pacte de Téhéran". "Ce que le juge Bonadio aurait su s'il m'avait contacté", a indiqué M. Noble.

Le juge Bonadio est celui qui poursuit Mme Kirchner pour des délits de corruption, malversations, blanchiment et enrichissement illicite. L'ex-Présidente, qui a le vocabulaire cinglant, l'appelle "le juge pistolero" parce qu'il a tué deux cambrioleurs en Floride, il y a quelques années. M. Bonadio a été sanctionné deux fois pour conduite arbitraire par les deux chambres; il avait entravé les droits de la défense. Lalibre.be 20.12

- Ronald Noble dénonce les falsifications de l'affaire Cristina Kirchner - Réseau Voltaire 20 décembre 2017

L'ancienne présidente de la Nation argentine, Cristina Fernández de Kirchner, est actuellement poursuivie pour trahison à la patrie. La Justice de son pays lui reproche d'avoir négocié un accord avec l'Iran en échangeant des rabais sur ses approvisionnements en pétrole contre l'arrêt des poursuites pour les responsables des attentats de Buenos Aires de 1992 et 1994.

Or, il y a quinze jours, le FBI états-unien fournissait des analyses ADN qui détruisaient toute l'accusation contre l'Iran et le Hezbollah.

L'ancien directeur général d'Interpol, Ronald Noble, vient quant à lui de se déclarer prêt à témoigner devant la Justice argentine que jamais son organisation n'a été sollicitée sous la présidence Kirchner pour annuler les mandats d'arrêt contre les suspects iraniens.

Il n'y aurait donc pas non plus de base à l'accusation de trahison de l'ancienne présidente.

Un quart de siècle après les faits, d'in vraisemblables manipulations effectuées par des policiers et des magistrats sont apparues dans le dossier. Aujourd'hui, on ignore tout de ces attentats et du rôle ultérieur de la présidente.

- « Communiqué du Département fédéral suisse de Justice et Police », Réseau Voltaire, 11 novembre 2003.

- Washington veut réécrire les attentats de Buenos-Aires, par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 13 juillet 2006.

- « Musulmanes o pista israelí ? » (La piste musulmane ou israélienne ?), par José Petrosino et Oscar Abudara Bini, Red Voltaire, 22 juillet 2006.
- « L'AJC accuse le Hezbollah des attentats de Buenos-Aires, malgré l'arrêt de la Cour suprême argentine », Réseau Voltaire, 12 août 2006.
- « Se acusa a los musulmanes de los ataques a AMIA y la embajada de Israel sin pruebas » (Les Mulsulmans accusés sans preuve d'avoir perpétrer les attentats contre l'AMIA et l'ambassade d'Israël), par Juan Gabriel Labaké, Red Voltaire, 4 septembre 2006.
- « Fuga documentación clasificada de inteligencia sobre atentado terrorista », por José Petrosino, Oscar Abudara Bini, Red Tango , Red Voltaire , 27 de septiembre de 2006.
- L'Effroyable Imposture 2 - Manipulations et désinformations, par Thierry Meyssan, Éditions Alphée - Jean Paul Bertrand, 2007.
- « Des attentats sous fausse bannière en Argentine : 1992 et 1994 », par Adrian Salbuchi, James Fetzer, Réseau Voltaire, 9 novembre 2009.
- « Mensaje de Cristina Fernández sobre el Memorandum entre Argentina e Iran », por Cristina Fernández de Kirchner , Red Voltaire, 8 de febrero de 2013.
- « L'attentat de Buenos-Aires (1994) aurait été fomenté par l'ex-ministre de l'Intérieur », Réseau Voltaire, 3 juillet 2013.
- « Argentina : la CIA y el Mossad en un intento de "golpe blando" », por Stella Calloni, Contralínea (México) , Red Voltaire , 5 de marzo de 2015.
- « Attentats de Buenos-Aires : Antonio Stiuso se réfugie aux USA », Réseau Voltaire, 9 octobre 2015.

Réseau Voltaire 20 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199108.html)

Tous les médias aux ordres français ont relayé l'accusation portée contre Cristina Fernández, mais aucun n'a rapporté les éléments fournis par la défense, ce qui revient à l'arrivée à s'aligner sur la position du juge Bonadio à la solde de Washington, qui est un multirécidiviste en matière de violation du droit de la défense.

Ce qui vaut pour cette info le vaut pour une multitude d'infos économiques ou politiques. En dehors des événements qui font partie de l'actualité ou qui sont liés à la situation qu'ils publient, et qu'ils s'emploient déjà à manipuler ou à falsifier, le reste des infos qu'ils diffusent est destiné à attirer (détourner) l'attention de la population sur des éléments qui servent de support à leur propagande ou servent directement leur stratégie politique.

Epilogue du 22 décembre.

- L'Argentine poursuit Cristina Kirchner pour un crime imaginaire - Réseau Voltaire

La seconde chambre fédérale de la Justice argentine a confirmé les poursuites du juge Claudio Bonadio dans l'affaire contre l'ancienne présidente péroniste Cristina Fernández de Kirchner et plusieurs de ses collaborateurs.

La chambre a refusé de tenir compte de la demande de témoignage de l'ancien directeur d'Interpol, Ronald Noble, en faveur des accusés.

En l'absence de condamnation, les juges Martin Irurzun et Eduardo Farah ont confirmé les mandats d'arrêt préventifs contre l'ancienne présidente (qui bénéficie aujourd'hui de l'immunité parlementaire), son ministre des Affaires étrangères Hector Timmerman (qui est assigné à résidence pour raison de santé) et trois collaborateurs Carlos Zannini, Luis D'Elía et Fernando Esteche.

Les prévenus sont accusés d'« entrave à la Justice, d'abus d'autorité et de dissimulation aggravée », mais plus de « haute trahison » ; cette ultime inculpation avait été utilisée la dernière fois contre le général Juan Perón, en 1955.

Cette affaire loufoque repose sur la doxa selon laquelle les attentats de 1992 et 1994 contre et l'ambassade d'Israël à Buenos Aires et l'AMIA auraient été perpétrés par le Hezbollah agissant au nom de l'Iran. Cristina Fernández de Kirchner aurait alors été corrompue par Téhéran pour mettre fin aux poursuites contre ses ministres. Sauf que, depuis quinze jours, la thèse selon laquelle le Hezbollah et l'Iran seraient responsables des attentats s'est écroulée après la fourniture de test ADN par le FBI.

Réseau Voltaire 22 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199137.html)

[Conditionnement psychologique. Comment ils mènent leur offensive pour justifier la remise en cause du régime spécial de retraite à la SNCF notamment.](#)

Libération est devenu le fer de lance de l'offensive médiatique de l'oligarchie ou de la réaction.

- Symbole - Liberation.fr

Accabler la SNCF ? Ce serait injuste et contre-productif. Non qu'elle soit exempte de reproches : les défaillances de ces derniers mois doivent être corrigées... Liberation.fr

- TER Les régions font pression - Liberation.fr

Moins visibles que les TGV, moins «amortis» que les trains intercités, les trains express régionaux (TER) donnent du fil à retordre à la SNCF. Liberation.fr

- Dette Le rail à crédit - Liberation.fr

Elle court, elle court, la dette de la SNCF. Son montant atteint 40 milliards d'euros aujourd'hui et culminera à 63 milliards en 2026. Liberation.fr

- Terminus d'une année noire - Liberation.fr

Pannes informatiques, recul du nombre de voyageurs, cohabitation compliquée avec le secteur privé et, depuis jeudi, une mise en examen pour l'accident mortel de novembre 2015 : la compagnie ferroviaire traverse une séquence éprouvante. Liberation.fr

- Des gares parisiennes engorgées, mais la SNCF nie toute «désorganisation» - Liberation.fr

- Régimes spéciaux. Les retraites dans le viseur - Liberation.fr

C'est un bras de fer qu'Emmanuel Macron veut enclencher d'ici à 2019 pour liquider les régimes spéciaux de retraite de la SNCF. Grisé par sa «victoire par KO»... Liberation.fr

LVOG - Quel acharnement !

La paille et la poutre.

- La colère palestinienne finira par éclater par Jonathan Cook — 22 décembre 2017

- "Mais c'est précisément l'illusion d'un processus de paix qui a maintenu les Palestiniens enchaînés."

LVOG - Ce qui apparemment ne vous a pas mis sur la trace de vos propres illusions :

- "Il faut maintenant que l'AP, les Etats arabes et l'Europe entérinent la nouvelle réalité et mènent une politique indépendante des Etats-Unis."

LVOG - Ce qui valait pour les Palestiniens valait pour lui vis-à-vis de l'Autorité Palestinienne, des Etats arabes et de l'UE, qu'il ne s'en soit pas aperçu situe la limite de l'indépendance de l'auteur vis-à-vis de Washington.

Source: <http://chroniquepalestine.com/colere-palestinienne-finira-eclater/>

A défaut d'engagement politique dans la lutte de classe pour en finir avec le capitalisme, discours et gesticulations stériles.

- Fuites et révélations par François-Bernard Huyghe - les-crises.fr 12-12-2017

Extrait. Comme nous l'avons fait à propos des fakes, nous pourrions nous demander quel est le pouvoir réel des fuites. Pour l'économie, ou plutôt contre des entreprises ou des managers, elles sont certainement redoutables et sans doute rentables pour ceux qui dirigent l'opération. Quant aux conséquences politiques, on peut se demander s'il y a une proportion entre l'énormité de révélations comme celles sur le système de surveillance planétaire ou d'évasion fiscale planétaire, et la modération des sanctions politiques qui s'en sont ensuivies. Après tout la Nsa continue à nous surveiller, les paradis fiscaux à proliférer... La révélation de documents secrets, destinée à provoquer une indignation populaire, n'est donc pas une arme absolue. Même mis en forme pour être pédagogique, le message n'a pas une efficacité proportionnelle à sa valeur « théorique » de scandale. Et, du coup, nous découvrons que le pouvoir en cause n'est plus seulement celui de faire savoir, mais aussi celui de légitimer ou délégitimer la source. L'attribution (la capacité de désigner un responsable de la fuite) et l'interprétation (passablement complotiste dans certains cas) de ses intentions peuvent annihiler l'effet de révélation. les-crises.fr 12-12-2017

Il me semble que l'essentiel est ailleurs. Le simple fait de marteler quotidiennement qu'Internet est pourri de fausses infos suffit, suffit à faire douter de son contenu en général, de manière à alimenter la confusion qui existe entre la vérité et la contrevérité de sorte que le peuple demeure toujours aussi ignorant et soit ainsi conduit à l'impuissance, rien de changé en somme.

C'est la neutralisation de la lutte de classe des exploités qu'il vise en dernière analyse.

Aveu. La voix de son maître.

- « Je n'ai pas le sentiment de ne pas être écouté », déclare Laurent Berger (CFDT) - Publicsenat.fr

Le secrétaire général de la CFDT est revenu dans l'Épreuve de Vérité sur ses relations avec l'exécutif et sur la teneur du dialogue social dans ce quinquennat. Le responsable de la première confédération syndical de France indique ce jeudi que la réforme sur l'apprentissage « avance ». Publicsenat.fr

On ne voit pas comment Berger pourrait "ne pas être écouté" par Macron, puisqu'ils partagent la même idéologie ou ils font partie du même camp.

- Berger répond à Mélenchon : « Qu'il ne nous donne pas de leçon » - Publicsenat.fr

Celle de Macron lui suffit.

Néocolonialisme. Troupes françaises hors du Sahel !

- "Nous sommes fiers de vous": Macron réveillonne avec les troupes au Niger - AFP

Emmanuel Macron a réveillonné avant l'heure vendredi avec des centaines de soldats français déployés au Niger, leur assurant que "l'effort" sera "maintenu" en 2018 pour lutter contre les groupes jihadistes au Sahel.

Le repas s'est terminé par un "Joyeux anniversaire" chanté par l'assistance au lendemain des 40 ans d'Emmanuel Macron.

"J'ai confiance en vous", en particulier pour mener à bien la lutte au Sahel, qui "est une priorité" car "c'est là que se joue notre sécurité, l'avenir d'une partie du continent africain". "Nous ne devons pas laisser le Sahel aux organisations terroristes (...) (il ne faut pas) que nous leur cédions la moindre once de territoire", a-t-il ajouté, accompagné de la ministre des Armées Florence Parly. (Le discours de G.W. Bush. - LVOG)

Dans la matinée, Emmanuel Macron rencontrera les unités présentes sur la base aérienne avancée de Niamey qui, avec 500 hommes, des avions de chasse Mirage 2000, des appareils de transport et des drones, est le "hub aérien" de Barkhane, la plus importante opération militaire extérieure menée actuellement par la France. AFP 23 décembre 2017

Les nantis sont frustrés...

- Une députée LREM trouve "terrible" que son mari se prive d'acheter une Porsche pour éviter "les réflexions" - Franceinfo

Véronique Hammerer va vendre sa décapotable et son mari ne va pas acheter la Porsche qui lui fait envie. Franceinfo

... et les pauvres sont matraqués.

- +6,9% - Liberation.fr

C'est la hausse des tarifs réglementés du gaz naturel en janvier, selon la Commission de régulation de l'énergie. Hors taxes, les tarifs augmenteront en moyenne de 2,3 %. A cela, s'ajoutera l'augmentation de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel. Liberation.fr

Comment ils s'emploient à pourrir nos rapports dès l'enfance. Ils transportent leur guerre de classe au collège.

- Harcèlement sexuel au collège : «Nous devons proposer aux petites filles des outils pour riposter» - Liberation.fr

Emmanuelle Piquet, psychopraticienne et fondatrice du centre Chagrin scolaire, analyse pour «Libération» l'étude de «climat scolaire et de victimisation» publiée jeudi par l'Education nationale. Une collégienne sur dix déclare avoir déjà subi des insultes relatives à son sexe. Liberation.fr

Quand vous êtes gosse et qu'on vous insulte ou vous humilie, vous ne comprenez pas pourquoi, vous allez chercher pourquoi pour répondre ou vous défendre, vous allez réfléchir en deux mots. Et bien là vous n'aurez même plus besoin de réfléchir, le législateur ou le grand inquisiteur va vous fournir une explication que vous n'aurez plus qu'à adopter, ainsi vous serez dépossédé du droit élémentaire de développer votre esprit critique, ce qu'ils craignent le plus, vous deviendrez un être soumis uniquement protégé par un règlement de police, pour votre plus grand bien, cela va de soi...

Les gosses sont parfois violents ou cruels, c'est bien connu, ce n'est pas nouveau, ils sont à l'image de la société. C'est à eux d'apprendre à se protéger ou à en référer à des adultes quand ils ne trouvent pas de solutions à leurs problèmes. Si les notions élémentaires de respect ne sont pas respectées dans un établissement scolaire, c'est parce que la discipline n'est pas la priorité de sa direction.

J'ai enseigné dans un collège français (mixte) en Inde à Pondichéry. La discipline était stricte sans être tyrannique, en règle général le respect était la règle, alors que vous savez à quel point tous les rapports sont pourris en Inde, et les parents accordent peu d'importance à l'éducation de leurs enfants qui sont livrés à eux-mêmes le plus souvent ou qui auront tendance naturellement à imiter leurs parents, pour lesquels seuls leurs intérêts individuels (financiers ou en terme de pouvoir) tiennent lieu de valeur, de principe ou de morale, auxquels ils subordonnent leur comportement sans se soucier le moins du monde de savoir où s'arrête leur liberté et où commence celle des autres qu'ils ont tendance à piétiner, ce qui leur paraît naturel.

Dans ces conditions on pourrait s'attendre à rencontrer énormément de difficultés dans un collège, plus encore qu'en France, or ce n'était pas le cas. Cela s'explique peut-être aussi du fait que, lorsqu'un gosse fait une connerie ses parents lui tapent dessus. Ils ne respectent pas forcément les adultes, ils les craignent. Ils savent que si leurs parents sont convoqués par le proviseur, il y a de forte chance qu'ils reçoivent une raclée. D'un autre côté, sachant que les enseignants ne les frapperont pas contrairement aux écoles indiennes, cela devrait les encourager à se laisser aller et à faire des conneries.

Maintenant, comme en France il existe désormais des quartiers qui ont atteint un tel niveau de décomposition et de violence, qu'il est devenu pratiquement impossible d'exercer la moindre discipline ou d'enseigner normalement dans un établissement scolaire, les limites de l'insupportable ont été atteintes ou dépassées, de sorte que tout retour en arrière est impossible ou toute réflexion ou notion d'autorité ou de respect n'ont plus aucune valeur. C'est le chaos.

Décidément ils aiment LFI.

- Catalogne: Corbière raille une "gamelle électorale" pour Mariano Rajoy - AFP

Le député LFI de Seine-Saint-Denis Alexis Corbière a estimé vendredi que le résultat obtenu jeudi soir en Catalogne par le Parti populaire, dont est issu le Premier ministre Mariano Rajoy, est une "débâcle électorale". AFP

Le journaliste de l'AFP a fait preuve de complaisance envers Corbière en ne soulignant pas la "débâcle électorale" de Podemos (8 sièges seulement) soutenu par LFI.

- Conflit israélo-palestinien : Corbière redoute les « outrances » du débat en France. - Publicsenat.fr

Alors qu'avec l'amalgame assumé de Valls et Netanyahu (notamment) entre l'antisionisme et l'antisémitisme, l'outrance n'est pas à venir mais omniprésente.

Quand les Etats-Unis tyrannise le reste du monde.

- Corée du Nord: le Conseil de sécurité se prononce sur de nouvelles sanctions - AFP

Un projet de résolution, présenté par les Etats-Unis et destiné à renforcer les sanctions des Nations unies contre la Corée du Nord, doit être soumis vendredi au vote du Conseil de sécurité. AFP

- Nouvelles sanctions américaines pour des violations des droits de l'homme - AFP

Les Etats-Unis ont imposé jeudi des sanctions contre le chef militaire birman Maung Maung Soe pour son rôle dans la répression de la minorité musulmane des Rohingyas, dans le cadre d'une loi visant les responsables de graves infractions aux droits de l'homme dans le monde entier. AFP

- Droits de l'homme: Les USA sanctionnent 52 personnes et entités - Reuters

Les Etats-Unis ont imposé des sanctions jeudi à 52 personnes physiques et morales pour violation des droits de l'homme et corruption.

Les Etats-Unis ont également sanctionné Benjamin Bol Mel, ancien conseiller du président sud-soudanais Salva Kiir, et l'ex-président gambien Yahya Jammeh.

Les sanctions ont été adoptées en vertu d'une loi baptisée Magnitsky Act, du nom d'un lanceur d'alerte russe décédé en prison à Moscou en 2009. Reuters

Honduras. D'un coup d'Etat à un autre fomenté par Washington.

- Honduras: Washington salue la réélection d'Hernandez, l'opposant abandonne - AFP

Les Etats-Unis ont reconnu vendredi la réélection du président du Honduras Juan Orlando Hernandez, provoquant l'abandon de l'opposant Salvador Nasralla qui contestait sa victoire lors de ce scrutin controversé.

"Avec la décision des Etats-Unis, je suis hors-jeu", a déclaré à la chaîne HCH le candidat de l'Alliance de l'opposition contre la dictature (gauche) aux élections du 26 novembre qui ont été entachées d'accusations de "fraude".

Salvador Nasralla a annoncé son retrait de la politique et la fin de la coalition d'opposition dirigée par l'ancien président hondurien Manuel Zelaya.

"Les Etats-Unis félicitent Juan Orlando Hernandez pour sa victoire le 26 novembre", a indiqué vendredi Heather Nauert, porte-parole du département d'Etat, dans un communiqué.

Manuel Zelaya a estimé que Washington avait toujours soutenu M. Hernandez.

"L'ambassadeur des Etats-Unis au Honduras s'appelle Juan Orlando Hernandez", a-t-il dit à Tegucigalpa en appelant à la poursuite des manifestations, avant la déclaration de M. Nasralla.

Le gouvernement de M. Hernandez est un proche allié de Washington dans la région et a montré sa solidarité en votant jeudi contre une résolution de l'ONU condamnant la décision américaine de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. AFP 23 décembre 2017

- Les États-Unis désignent le président du Honduras - Réseau Voltaire

Alors que les élections au Honduras ont été entachées de fraude aussi bien selon les observateurs de l'Union européenne (UE) que selon ceux de l'Organisation des États américains (OEA), le gouvernement des États-Unis a désigné le vainqueur : le président sortant Juan Orlando Hernández.

En 2009, Juan Orlando Hernández avait soutenu le coup d'État contre le président constitutionnel José Manuel Zelaya Rosales. Il était alors devenu président du Congrès national (Parlement), puis en 2013 président de la République.

Le coup d'État avait été organisé par l'administration Obama avec la participation d'Israël [1].

Selon les résultats officiels que tous les observateurs s'accordaient à considérer comme falsifiés, le leader de l'opposition Salvador Nasralla (un fils de Palestinien soutenu par Zelaya) n'aurait obtenu que 41,42% des voix, contre 42,95% pour le président sortant, Juan Orlando Hernández.

La plupart des organisations intergouvernementales, dont l'UE et l'OEA, appelaient à un nouveau scrutin.

Cependant, le président Hernández a donné instruction à son ambassadeur de s'opposer à la résolution de l'Assemblée générale de l'Onu sur le statut de Jérusalem ; résolution dirigée contre les États-Unis et Israël. Sans attendre, la Maison-Blanche a immédiatement pris position en faveur de Hernández à l'issue du vote à New York.

Préférant éviter un nouvel affrontement dans son pays, Salvador Nasralla a annoncé renoncer à la présidence.

[1] « Le SouthCom prend le pouvoir dans un État membre de l'ALBA », par Thierry Meyssan ; « Confirmation : le SouthCom a organisé le renversement du président Zelaya au Honduras », Réseau Voltaire, 29 juin et 16 août 2009. Réseau Voltaire 23 décembre 2017 (www.voltairenet.org/article199154.html)

Ils osent tout

- Catalogne: Puigdemont demande "à être entendu" par l'UE - AFP

- Une Américaine nommée à la tête de l'Unicef - AFP

Une Américaine, première femme à avoir dirigé l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), a été nommée à la tête de l'Unicef, agence onusienne chargée de la protection de l'enfance, a annoncé l'ONU vendredi. AFP

L'USAID connu pour être une officine de la CIA...

- Israël-Palestine: Abbas prévient qu'il n'acceptera "aucun plan" de paix américain - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Les indépendantistes catalans restent, défi majeur pour Rajoy - AFP

En égalant quasiment leur dernier score aux élections régionales, les indépendantistes catalans posent un défi majeur à l'unité de l'Espagne et au gouvernement de Mariano Rajoy qui tablait sur ce scrutin pour les affaiblir.

Les Catalans, qui ont battu avec près de 82% de votants le record historique de participation dans la région (75% en 2015), ont accordé jeudi 47,6% des voix aux indépendantistes et près de 52% des suffrages aux partis défendant l'unité de l'Espagne.

La loi électorale catalane prévoit un système de pondération des voix qui avantage les provinces rurales, où les indépendantistes sont très implantés, d'où leur victoire en sièges au parlement régional.

Les trois partis indépendantistes obtiennent 70 élus sur 135, deux de moins qu'en 2015, semblant avoir atteint un plafond. Ils pourront donc gouverner s'ils arrivent à former une coalition.

Au sein des sécessionnistes, les Catalans ont placé en tête, avec 34 sièges, la liste "Ensemble pour la Catalogne" de l'adversaire numéro un de Rajoy. L'ERC, Esquerra Republicana, en obtient 32. Enfin, les anticapitalistes de la CUP remportent de leur côté 4 sièges.

Un parti libéral et anti-indépendantiste a obtenu le plus grand nombre de sièges au parlement, Ciudadanos, avec 37 élus. Le parti du chef d'État espagnol a recueilli seulement 4,2 % des suffrages exprimés, passant de 11 à 3 sièges. Le Parti Socialiste de Catalogne se maintient et passe de 16 à 17 sièges. Podemos obtient 8 sièges.

Etats-Unis-Israël

- Près de 130 pays invitent Trump à changer d'avis sur Jérusalem - Reuters

Cent vingt-huit pays ont voté jeudi en faveur d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies appelant Donald Trump à revenir sur sa décision de reconnaître Jérusalem comme capitale de l'Etat d'Israël.

Neuf pays (Etats-Unis, Israël, Guatemala, Honduras, Togo, Micronésie, Nauru, Palaos et îles Marshal) ont voté contre cette résolution et 35 autres se sont abstenus. Vingt et un autres pays n'ont pas voté.

Ce vote a été, pour le moins, peu apprécié par l'ambassadrice américaine à l'ONU, qui n'a même pas pris la peine de voiler ses menaces. "Les Etats-Unis se souviendront de cette journée qui les a vus cloués au pilori devant l'Assemblée générale pour le seul fait d'exercer notre droit de pays souverain", a tonné Nikki Haley avant le vote. "Nous nous en souviendrons quand on nous demandera encore une fois de verser la plus importante contribution" financière à l'ONU. Le vote n'étant pas contraignant, l'administration américaine a fait savoir qu'elle ne changerait pas d'avis.

Israël a rejeté la résolution de l'Assemblée générale et remercié Donald Trump pour sa position sur Jérusalem.

"Israël rejette la décision des Nations unies et dans le même temps est satisfait du nombre élevé de pays qui n'ont pas voté en faveur de celle-ci", a déclaré le cabinet du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

"Israël remercie le président Trump pour sa position sans équivoque en faveur de Jérusalem et remercie les pays qui ont voté ensemble avec Israël, ensemble avec la vérité", ajoute le cabinet du chef du gouvernement. Reuters

Syrie

- Un "congrès du dialogue national" syrien fin janvier à Sotchi - Reuters

Un "congrès du dialogue national" syrien se tiendra les 29 et 30 janvier dans la station balnéaire russe de Sotchi, ont annoncé vendredi la Russie, la Turquie et l'Iran à l'issue de pourparlers à Astana, la capitale du Kazakhstan.

Le gouvernement de Damas et plusieurs groupes de l'opposition syrienne étaient également représentés à cette réunion d'Astana. L'émissaire de l'Onu pour la Syrie, Staffan de Mistura, était aussi présent.

Reste maintenant à établir la liste des participants à ce congrès et que ceux-ci confirment leur présence.

La Turquie a déjà fait savoir son opposition à la présence à la table des discussions de la principale formation kurde de Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD).

Staffan de Mistura a une nouvelle fois souligné que la réunion de Sotchi devait contribuer à faire progresser les négociations de Genève sur la Syrie, menées sous l'égide de l'Onu.

La délégation rebelle présente à Astana a appuyé cet appel.

Lors de la réunion, les rebelles ont accusé le gouvernement syrien de coopérer avec l'Etat islamique (EI).

Le représentant de Damas, Bachar al Djaafari, a dénoncé pour sa part "l'agression flagrante" que constitue selon lui la présence en territoire syrien de forces américaines et turques.

"Nous exigeons le retrait immédiat et inconditionnel des troupes étrangères de notre territoire", a-t-il dit.

A Moscou, le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a déclaré vendredi que 48.000 soldats russes avaient participé à la campagne en Syrie, aux côtés des forces syriennes, depuis septembre 2015. Reuters 22 décembre 2017

Mexique

- Plus de 23.000 homicides au Mexique depuis le début de l'année - Reuters

Le Mexique a enregistré son niveau d'homicides le plus élevé depuis le début de l'année malgré la promesse du président Enrique Peña Nieto de mettre fin à la violence des gangs. Reuters